



[International Society for Labour and Social Security Law](#)

[Société internationale de droit du travail et de la sécurité sociale](#)

[Sociedad Internacional de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social](#)

Bulletin n° 143

Février 2016

Chers collègues et amis,

Nous sommes heureux de vous présenter les dernières nouvelles concernant les activités de la Société internationale.

Message du Président

Chers amis et collègues,

Le congrès du Cap, où j'ai eu l'honneur d'être élu Président de notre société, a été un grand succès et a donné une nouvelle impulsion à nos activités. La publication des communications présentées au congrès contribuera certainement à enrichir nos futures discussions et recherches.

Quelques mois après Le Cap, j'ai vu le lancement de nombreuses importantes activités, de divers format et contenu, qui sont présentées dans ce bulletin.

Je suis reconnaissant aux organisateurs des réunions à venir pour avoir accepté d'insérer dans leurs programmes une partie des sept thèmes de recherche approuvés lors du congrès du Cap.

De nombreuses associations nationales ont répondu à notre invitation en suggérant des noms pour participer aux groupes de recherche. Nous avons déjà atteint un bon nombre de participants représentant différents pays et disciplines, et le travail sera coordonné par le spécialiste des experts dans chaque thème donné. Nous ferons circuler prochainement la liste des membres et des coordinateurs des groupes ouverts à une participation plus large.

Nous sommes convaincus que la participation à ces groupes de recherche correspondra pleinement à l'objectif de promouvoir un échange systématique de vues et de documents de

recherche sur les questions importantes de la législation du travail et des relations industrielles, et qu'elle débouchera sur une plus grande utilisation de notre site web.

Les résultats des groupes de recherche sur les différentes étapes de leur travail vont certainement contribuer à la réussite des séminaires et congrès régionaux qui se tiendront entre aujourd'hui et le prochain congrès mondial, qui aura lieu à Turin en septembre 2018.

Chers amis et collègues, je vous remercie tous pour votre contribution à l'organisation et à la réussite scientifique des nombreuses activités indiquées dans nos programmes.

J'adresse un remerciement tout spécial à Giuseppe Casale pour son intelligent et efficace travail en tant que Secrétaire général de la société.

Prof. Tiziano Treu

Congrès mondial, Le Cap, 15-18 septembre 2015

Le XXI^e Congrès mondial de droit du travail et de la sécurité sociale de la Société internationale du travail et de droit de la sécurité sociale s'est déroulé du 15 au 18 septembre 2015 au Cap (Afrique du Sud). L'événement a été organisé avec succès par le membre national, la Société sud-africaine pour le droit du travail. Plus de 500 participants venus du monde entier étaient présents au congrès. Certains des documents présentés au Congrès mondial peuvent être consultés sur notre page web à l'adresse <http://islssl.org>.

Séminaire international sur le droit international et comparé du travail (Venise)

Le troisième séminaire international sur le droit du travail international et comparé sera organisé à Venise en juin-juillet 2016. Sous la direction du professeur Adalberto Perulli, le séminaire aura pour thème *Sustainable Development, Global Trade and Social Rights* («Développement durable, commerce mondial et droits sociaux»). Le programme du séminaire est joint en annexe. Comme les deux précédentes éditions, la participation des jeunes juristes de moins de 40 ans est encouragée. La SIDTSS octroiera, avec l'aide du comité scientifique du séminaire, six bourses de 1 000 euros chacune. Conformément aux termes et conditions du processus de demande de subvention, la préférence ira aux juristes de moins de 35 ans.

Séminaire sur le droit du travail international et comparé (île Margarita, Venezuela)

Une nouvelle édition du séminaire d'études supérieures en droit international et comparé aura lieu sur l'île Margarita (Venezuela) du 16 au 25 mai 2016. Veuillez trouver en annexe les informations sur le séminaire. Comme dans le passé, la SIDTSS octroie des bourses pour faciliter la participation des jeunes juristes de moins de 40 ans, de préférence de moins de 35 ans.

Réunion des jeunes juristes européens (Saint-Jacques-de-Compostelle, Espagne)

Une réunion des jeunes juristes européennes aura lieu à Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne) les 9 et 10 juin 2016. Le programme et les conditions d'acceptation à cette réunion figurent en annexe.

Première réunion ibérienne (Lisbonne, Portugal)

La première réunion ibérienne aura lieu à Lisbonne (Portugal) les 28 et 29 avril 2016. Le programme de la réunion est disponible en annexe.

Prochains congrès de la SIDTSS

a. Congrès régional américain de droit du travail et de la sécurité sociale (Panama, 2016)

Nos collègues du Panama nous ont fourni les contenus académiques de ce congrès, ainsi que des informations utiles sur son organisation. Voir le programme en annexe.

b. XII^e Congrès régional européen de droit du travail et de la sécurité sociale (Prague, 2017)

Le XII^e Congrès régional européen aura lieu à Prague (République tchèque) du 20 au 22 septembre 2017. Les organisateurs travaillent sur le programme de l'événement régional et nous allons bientôt partager les informations avec vous.

c. XXII^e Congrès mondial de droit du travail et de la sécurité sociale

Le XXII^e Congrès mondial du droit du travail et de la sécurité sociale aura lieu à Turin (Italie) du 5 au 7 septembre 2018.

À la lumière de la préparation des événements mentionnés ci-dessus, et plus particulièrement pour le Congrès mondial, le Président Tiziano Treu., le Secrétaire général Giuseppe Casale et un groupe d'universitaires ont créé, en collaboration étroite avec les associations nationales de la société, sept groupes internationaux de recherche ouverts à tous. Ces groupes de recherche seront coordonnés par un groupe d'académiciens. À cet égard, il y a eu une très bonne réponse de la part des associations nationales, que nous remercions chaleureusement pour leur active participation. La section des jeunes juristes a également été très active. Les groupes de recherche internationaux sont en cours de finalisation, et nous communiquerons bientôt leur composition. Voici un petit rappel des thèmes des sept groupes internationaux de recherche.

I. Emplois informels et irréguliers

La plupart des travailleurs du monde entier évoluent dans ce que nous appelons le secteur informel. Dans de nombreuses économies émergentes, plus de 75 pour cent de la population active se compose d'entreprises et de travailleurs informels (données de l'OIT). En conséquence, les études en matière de droit du travail devraient se consacrer plus spécifiquement au secteur informel.

Les principaux objectifs de ce groupe de recherche devraient donc être les suivants:

- approfondir notre compréhension des nombreuses facettes du travail informel et irrégulier, présent dans de nombreux contextes nationaux et territoriaux;
- évaluer les différentes approches politiques et les pratiques d'excellence en matière de droit du travail et de sécurité sociale adoptées par les institutions publiques et les acteurs sociaux, concernant les différents aspects du travail informel et en tenant compte des réglementations fréquemment négligées dans ce type de situation;
- étudier les techniques et mesures potentielles possibles (incitations, contre-incitations, contrôles privés et publics, programmes de développement, etc.), pouvant être utiles pour promouvoir les chances de sortie de l'emploi informel et d'acceptation durable dans l'économie officielle;
- discuter si et dans quelle mesure les syndicats et les employeurs, notamment les PME, en garantissant une application collective des accords, peuvent aider à lutter contre le travail irrégulier et à promouvoir l'accès des travailleurs informels aux protections et allocations fondamentales en matière de formation professionnelle, de droit du travail et de sécurité sociale.

II. Travailleurs migrants

De nombreux facteurs ont ajouté une dimension nouvelle et dramatique aux migrations: la mondialisation économique, les conditions de travail et de vie très variées entre les différentes régions du monde, ainsi que les conflits politiques et civils dans de nombreuses régions, qui obligent des groupes de population entiers à s'expatrier. La pression des différentes formes de migration affecte à divers degrés de nombreuses nations et communautés.

Des progrès ont été réalisés dans la définition du statut juridique des migrants, avec notamment l'obligation générale de respect des droits humains fondamentaux. Cependant, il est essentiel aujourd'hui, face à l'expansion de ce phénomène, de prêter une attention plus soutenue à divers facteurs tels que le taux élevé de chômage, le risque d'exploitation, l'esclavage et la ségrégation sociale, ainsi que l'absence de protection sociale adéquate qui rend les travailleurs migrants plus vulnérables que tous les autres travailleurs.

Cette vulnérabilité et la distorsion favorisent, entre autres effets, le travail forcé. Ce phénomène particulièrement grave requiert un intérêt renouvelé du fait de l'évolution des flux migratoires et de la mondialisation de la main-d'œuvre.

Le groupe de recherche doit donner la priorité à certains aspects des phénomènes migratoires, en particulier le travail des migrants:

- il doit déterminer comment trouver de nouvelles mesures, nationales et internationales, pour réguler le flux de travailleurs migrants aux frontières nationales et continentales, de la manière la plus socialement viable possible;
- il doit déterminer comment combiner les vérifications et les contrôles de sécurité nécessaires pour garantir l'acceptation sociale des migrants, avec les mesures pour promouvoir leur intégration dans les communautés civiles et le marché du travail local;
- il doit déterminer quelles sont les dispositions spécifiques efficaces pour protéger les travailleurs migrants contre l'exploitation et favoriser leur aptitude à l'emploi au sein de l'économie officielle.

III. Commerce international et emploi

Le commerce international a été favorisé et réglementé ces dernières années par le biais de divers accords régionaux et internationaux.

L'analyse des accords de différente envergure (bilatéraux, régionaux ou continentaux) doit évaluer leur impact non seulement sur la croissance économique mais également sur l'emploi, les conditions de travail et les droits des travailleurs. À cette fin, le groupe de recherche doit étudier les éléments suivants:

- contenu possible des clauses sociales et technologies adoptées afin de garantir la mise en place de normes de travail internationales pour les individus et les groupes affectés par les accords commerciaux;
- rôle de la législation et des acteurs sociaux dans la mise en œuvre et la mise en application des clauses sociales;
- relations juridiques de plus en plus étroites entre les investissements étrangers directs, les accords commerciaux multilatéraux et les régimes nationaux de droit du travail;
- effets des accords commerciaux internationaux sur les mesures nationales visant à lutter contre les inégalités, telles que l'application d'un salaire minimum, les taux de salaire en usage, les allocations de chômage, l'action positive pour les groupes historiquement exclus et les autres protections sociales;
- conformité des récents accords commerciaux internationaux avec les normes de l'OIT.

Une attention spéciale sera portée aux clauses RDIE (règlement des différends entre investisseurs et États).

IV. Organisation, productivité et bien-être au travail

Le rôle joué ces dernières années par les organisations syndicales et les négociations collectives au niveau national et international a diminué, alors que, en conséquence des processus de décentralisation, le rôle des négociations collectives au sein de l'entreprise et des usines a gagné en importance.

Les négociations collectives au niveau de l'entreprise sont considérées aujourd'hui comme l'un des moyens de promouvoir la flexibilité et la productivité sur le lieu de travail, ainsi que l'efficacité et le bien-être des travailleurs. Les négociations individuelles semblent également être un instrument qui permet de réglementer les conditions de travail, d'améliorer la productivité individuelle des travailleurs et, dans le même temps, leur satisfaction concernant les salaires et autres avantages.

Ce groupe de recherche se consacrera aux sujets suivants:

- rôle des négociations collectives et individuelles dans la réglementation des salaires et des conditions de travail;
- rôle des négociations collectives au niveau de l'entreprise dans la promotion de la flexibilité et de la productivité du lieu de travail, ainsi que de l'efficacité et du bien-être des travailleurs;
- rôle des négociations collectives au niveau de l'entreprise dans l'environnement concurrentiel;
- rôle de la responsabilité sociale des entreprises;
- réformes nationales relatives aux négociations collectives au niveau de l'entreprise dans une perspective comparative;
- pratiques d'excellence pour une implication élevée et un travail en équipe, et utilisation innovatrice des technologies dans l'organisation du travail (ex. travail à distance et pratiques de travail intelligentes) concernant leur impact sur les performances des entreprises et le bien-être des travailleurs;
- rôle des initiatives de gestion et des conventions collectives dans la promotion de nouvelles formes de protection sociale, notamment la retraite complémentaire, l'assurance-maladie complémentaire, les prestations sociales flexibles de contenu divers.

V. Conventions collectives transnationales

Avec l'internationalisation de l'économie et l'accroissement des pressions concurrentielles, les négociations collectives prennent de nouvelles orientations. Le nombre croissant de sociétés transnationales a entraîné l'apparition de nouveaux acteurs et de stratégies d'action

collective différentes, aussi bien du côté des travailleurs que du côté des employeurs. Les négociations collectives transnationales sont une réponse à cette nouvelle problématique.

La dimension transnationale prise par les négociations collectives est une conséquence des nouvelles problématiques que la recherche en droit du travail doit étudier:

- nouveaux et anciens acteurs sociaux impliqués. Le syndicalisme est-il adapté à une action transnationale?
- nouvelles et anciennes problématiques négociées au niveau transnational: distinguer les conventions collectives au niveau de l'entreprise des accords sectoriels;
- lien entre les accords signés par les entreprises transnationales et la gouvernance de ces entreprises;
- rôle des gouvernements nationaux;
- rôle des organisations internationales;
- effets juridiques et pratiques des conventions collectives sur les relations professionnelles nationales et locales: distinguer les conventions collectives au niveau de l'entreprise des accords sectoriels;
- relations entre les conventions collectives au niveau de l'entreprise et la responsabilité sociale des entreprises.

VI. Nouvelles formes de sécurité sociale

Les systèmes de sécurité sociale existants dans la plupart des pays, qu'ils soient développés ou en développement, rencontrent aujourd'hui des problèmes nouveaux et pressants.

Des modèles de sécurité sociale adaptés sont nécessaires pour faire face à l'ampleur de l'emploi informel et à la précarisation du travail, ainsi qu'aux salaires très bas souvent proposés aux travailleurs précaires. Si les prestations sont souvent octroyées en fonction de la durée et du statut de la relation professionnelle, de nouveaux types d'emploi basés sur des revenus faibles et fragmentés se généralisent, accroissant le nombre de travailleurs pauvres pour lesquels les États doivent fournir des moyens de subsistance. Un scénario plus global d'exclusion sociale se dégage dans les pays les moins développés, mais également dans certaines régions du monde industrialisé, à commencer par l'Europe.

Le projet de recherche de ce groupe sera consacré à l'analyse des éléments suivants:

- problématiques de la pérennité du système de sécurité sociale national;
- réponse possible à ces problématiques par les institutions publiques et les acteurs sociaux, aux niveaux national et international;
- rôle et domaines des formes privées et collectives de sécurité sociale et de prestations sociales complémentaires;
- possibilités d'étendre les programmes de sécurité sociale aux travailleurs informels et atypiques;
- méthodes pour renforcer les systèmes de sécurité sociale par le biais d'un salaire minimum ou d'autres mesures d'insertion et façon d'atteindre les bénéficiaires.

VII. Rôle de l'État et relations industrielles

La mondialisation des marchés est en train de changer les relations de pouvoir traditionnelles entre les pays et entre leurs institutions. La mesure dans laquelle elle modifie le rôle et le pouvoir des États reste encore une question ouverte. Cette question est notamment importante en matière de relations industrielles vu que les États ont joué dans la plupart des cas un rôle majeur dans la fondation et le développement des relations et des institutions collectives de travail.

Ce groupe de recherche analysera en particulier l'impact de la mondialisation sur la réglementation nationale des aspects relatifs aux relations industrielles: représentativité des acteurs sociaux, structure et effets de la négociation collective, grève et autres actions industrielles.

L'analyse portera aussi sur les anciennes et nouvelles formes d'intervention de l'État dans les relations industrielles: législation, lignes directrices de *soft law*, médiation et conciliation, promotion des pactes sociaux, etc.; sur les réactions nationales aux accords commerciaux internationaux: clauses sociales et autres mesures visant à prévenir le dumping social, promotion des pratiques de commerce équitable, soutien à la négociation collective transnationale, conditions d'investissements étrangers et mobilité de la main-d'œuvre, etc.; sur la coopération entre les États et les institutions nationales afin de surveiller les effets du commerce et de garantir l'application des accords transnationaux.

Section des jeunes juristes

Le coordonnateur de la section des jeunes juristes de la SIDTSS, le professeur Stefano Bellomo, nous a envoyé un rapport sur les activités de la section.

1. Décision et évènements liés à la section des jeunes juristes de la SIDTSS lors du Congrès mondial du Cap (15-18 septembre 2015): formalisation institutionnelle de la section approuvée par le Comité exécutif.

Comme cela avait été annoncé dans le bulletin n° 142 de la SIDTSS et dans le programme du Congrès mondial, plusieurs évènements importants et initiatives relatives aux jeunes juristes ont eu lieu dans le cadre du congrès.

Premièrement, il faut souligner que le Comité exécutif du 15 septembre a adopté la formalisation institutionnelle de la section des jeunes juristes de la SIDTSS, à partir de la fusion des embryons existants dans les régions d'Amérique Latine et d'Europe. La section sera composée de jeunes juristes choisis ou nommés par les sociétés nationales, selon des critères que chaque société choisira au niveau national pour identifier et définir les jeunes juristes.

Au cours de la discussion préliminaire, le Président, le Secrétaire général et le Trésorier ont précisé que même si la section doit être considérée comme une seule entité, les sous-sections régionales pourront promouvoir des initiatives et organiser des activités destinées principalement aux jeunes chercheurs dans leurs domaines respectifs. Actuellement, deux sous-sections sont actives: une en Europe, coordonnée par José Maria Miranda Boto (Espagne), Nicola Gundt (Pays-Bas) et Maciej Laga (Pologne), et l'autre en Amérique Latine, coordonnée par Juan Pablo Mugnolo (Argentine).

Tous les représentants nationaux et les présidents d'honneur qui ont assisté à la réunion du Comité exécutif ont exprimé le souhait que la section continue à se développer de la même manière que pendant les trois premières années d'activité.

En outre, le Président honoraire, le professeur Kazuo Sugeno, a également fait savoir qu'en 2016, un séminaire de printemps serait organisé à Tokyo par l'Institut japonais d'études sociales et de formation. Cela pourrait être une belle occasion pour créer une sous-section asiatique. De même, si les sociétés nationales d'une zone géographique dans laquelle il n'y a pas de sous-section régionale le souhaitent, elles peuvent participer aux activités des sous-sections régionales existantes.

Parallèlement, la formalisation de la section des jeunes juristes pourrait constituer un encouragement aux membres nationaux de la SIDTSS de promouvoir en interne l'activité de jeunes chercheurs, à travers la création de leur propre section nationale de jeunes juristes, ou de nommer un coordonnateur national ou délégué pour entretenir les contacts avec la section.

Il convient de rappeler que jusqu'à présent 16 sociétés nationales ont envoyé des représentants aux initiatives promues par l'embryon européen (maintenant sous-section européenne) et 9 sociétés nationales ont envoyé des représentants pour assister aux initiatives promues par l'embryon d'Amérique latine (maintenant sous-section latino-américaine).

2. Confirmation et stabilisation des sessions des jeunes juristes aux congrès de la SIDTSS

En ce qui concerne les activités dédiées aux jeunes juristes qui ont été menées et développées au cours des trois dernières années, il est important de souligner que l'inclusion d'une session des jeunes juristes devient petit à petit un point fixe de l'agenda des congrès de la SIDTSS. Cette idée a été lancée lors du Congrès américain de Guayaquil en 2013, et l'ouverture d'un espace de réunion et de discussion pour les jeunes chercheurs a été confirmée en 2014 au Congrès européen de Dublin, ainsi que lors du Congrès mondial du Cap. Lors de la session des jeunes juristes qui s'est tenue au Cap le 15 septembre, des délégués de la section d'Afrique du Sud (Sarvani Morgan, Nicholas Preston et Neil Searle) ont présenté leurs rapports sur le sujet ***Intervention statutaire et limitations justifiées du droit de grève dans le droit du travail sud-africain***. Pour l'embryon d'Amérique latine,

Mauricio Pangol Lascano (Équateur) a présenté un rapport dont le titre était *Crecimiento económico y ampliación de derechos sociales*. Stefano Bellomo, coordonnateur de l'embryon européen et référent général de la nouvelle section unifiée, a présenté un rapport résumant l'expérience des deux réunions organisées par les jeunes juristes européens. En outre, et en tenant compte de la formalisation institutionnelle de la section des jeunes juristes approuvée par le Comité exécutif, il a décrit le chemin parcouru durant la période 2012-2015 et proposé certaines possibilités de développement futur de l'action menée et du projet lancé par les embryons latino-américain et européen. Lors de la réunion, le professeur Takashi Araki a confirmé l'intention de l'Institut japonais d'études sociales et de formation d'organiser en 2016 un séminaire visant principalement les jeunes juristes d'Asie, et déclaré sa volonté de chercher une coordination avec la section des jeunes juristes. Le programme du prochain Congrès régional américain, qui aura lieu au Panama du 26 au 30 septembre 2016, a été présenté au Comité exécutif. Une session des jeunes juristes est prévue le 26 septembre 2016. Des informations plus spécifiques sur l'organisation et les enjeux de cette session seront fournies avant la fin de l'année en cours.

Il convient dès maintenant d'exprimer le souhait que, avec l'aide combinée des sociétés nationales, de la SIDTSS et des organisateurs des congrès, il soit possible d'avoir une participation des jeunes juristes à la session, élargis à d'autres zones régionales comme celles d'Europe, d'Asie et d'Afrique. Parmi les autres mesures qui pourraient être adoptées, l'une des plus importantes pourrait être la fixation d'un tarif réduit pour la participation ainsi qu'une offre de solutions d'hébergement à prix abordable pour les jeunes juristes qui souhaitent assister aux sessions organisées pendant les congrès régionaux et mondiaux.

3. Initiatives prises et projets en cours

Outre les activités de la section organisées pendant les congrès de la SIDTSS, quelques initiatives organisées par les jeunes juristes d'Europe et d'Amérique latine pourraient être élaborées, consolidées et améliorées.

Concernant la sous-section européenne, les jeunes juristes membres des sociétés nationales de droit du travail sont invités à s'y joindre officiellement. La manifestation d'intérêt doit être envoyée par courriel à josemaria.miranda@usc.es.

Plus précisément, l'embryon européen, désormais sous-section européenne de la section des jeunes juristes, a organisé en juin 2015 à Saint-Jacques-de-Compostelle un colloque qui a connu un grand succès sur la question *Droit du travail et droits sociaux en Europe: la jurisprudence des tribunaux internationaux*. Les actes de ce colloque seront bientôt publiés dans un ouvrage dirigé par Stefano Bellomo, Maciej Laga, Nicola Gundt et José Maria Miranda Boto.

Une nouvelle édition de cette réunion est en préparation pour les 9 et 10 juin 2016 et sera principalement consacrée à la question des ressortissants de pays tiers dans les marchés du travail européen et nationaux.

De même, les rapports présentés lors de la très intéressante session de Guayaquil, dédiée aux évolutions les plus significatives dans les systèmes de droit national du travail, avec une référence spécifique à l'impact sur le droit du travail du contexte général du développement économique d'un grand nombre des pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, ont été rassemblés dans un volume intitulé *Panorama de derecho del trabajo y de la seguridad social en America Latina* (Mexico, UNAM-SIDTSS, 2014), coordonné par Juan Pablo Mugnolo et Oscar Zavala Gamboa.

En outre, la sous-section d'Amérique Latine a soutenu plus récemment un ouvrage du titre (provisoire) *Encuentro Intercontinental*, dans lequel les jeunes juristes d'Europe et d'Amérique latine pourraient exprimer leur opinion respective sur les questions des effets et de l'impact du droit international du travail sur les systèmes nationaux d'Amérique latine et de l'influence de la jurisprudence des tribunaux internationaux en Europe, en commençant par les rapports présentés aux réunions précédentes. Nous vous ferons savoir quand ces études seront publiées.

Un autre domaine d'activité de la sous-section européenne est la coopération avec le séminaire traditionnel de la SIDTSS, comme celui tenu à Venise (suivant la tradition suivie à Trieste, Szeged, Bordeaux et Lyon), et celui qui est fixé l'île Margarita. L'embryon latino-américain a expérimenté en 2014 le lancement d'un appel à communications sur les nouveaux enjeux de la relation de travail, dont les résultats ont été discutés lors d'une session spécifique du séminaire. Pour l'année 2016, la sous-section européenne et les organisateurs du séminaire de Venise prévoient pendant le séminaire une session spécifique qui sera menée par les jeunes juristes et qui portera sur le dialogue et le débat avec les participants et avec les professeurs invités au séminaire.

4. Contribution possible des jeunes chercheurs aux groupes de travail promus par le Président Tiziano Treu et le Secrétaire général Giuseppe Casale

Il convient également de souligner, concernant les futures activités des jeunes chercheurs, les deux objectifs de promouvoir et d'améliorer les initiatives spécifiques visant à favoriser les rencontres, les contacts, les débats, la collecte de documents, etc., entre les jeunes chercheurs de différents pays et régions. Parallèlement, il semble essentiel de favoriser des formes d'échange et de coopération entre les chercheurs de différentes tranches d'âge. À cet effet, l'initiative prise par le Président Tiziano Treu et le Secrétaire Général Giuseppe Casale de promouvoir la création de sept groupes de recherche sur les questions énumérées dans la lettre du 23 octobre dernier, pourrait également représenter une occasion précieuse d'expérimenter de nouvelles formes de participation des jeunes juristes aux activités promues par la SIDTSS. D'une part, les initiatives prévues par la section et les sous-sections régionales pourraient être consacrées à certaines des questions proposées par le groupe de travail, de sorte que les produits de ces initiatives (enquêtes, documents etc.) contribuent à la mise en œuvre des recherches respectives. D'autre part, la composition des groupes de travail pourrait inclure des jeunes juristes qui contribueraient de l'intérieur à cette expérience innovatrice, qui pourrait s'avérer importante pour l'avenir

de la SIDTSS. Les membres nationaux de la SIDTSS seront tenus informés de chaque initiative ou projet promu (avec l'accord préalable du Conseil de la SIDTSS) au sein de la section des jeunes juristes. De même, il serait éminemment souhaitable que certaines sociétés nationales décident de créer leur propre section de jeunes chercheurs ou désignent leur représentant, et/ou promeuvent certains projets ou activités consacrés aux jeunes juristes. Si tel est le cas, nous les remercions à l'avance d'informer les coordonnateurs des sous-sections régionales concernées, le Bureau de la SIDTSS et le référent de la section, Stefano Bellomo.

Site de la SIDTSS

Nous voudrions remercier une fois de plus Lancaster House, qui héberge de façon désintéressée et gratuite notre site Internet inauguré en 2013, nous permettant ainsi de disposer d'une plateforme de diffusion des documents de notre institution, de nos activités, projets et propositions, des actualités de nos membres, de l'activité des jeunes juristes et de la production scientifique générée par notre société. Notre site Internet, de même que nos congrès et activités, sont des points de rencontre pour nos membres et leurs adhérents.

Tiziano Treu
Président

Giuseppe Casale
Secrétaire général

**VI seminario de postgrado internacional
y comparado de Derecho del Trabajo sobre
derechos fundamentales
(16 al 25 de Mayo 2016)**

**Organizado por Universitas Fundación en la Isla de Margarita, Venezuela.
Auspiciado por la Sociedad Internacional de Derecho del Trabajo y de la
Seguridad Social (SIDTSS).**

Avalado académicamente adicionalmente por:

Universidad de Margarita (UNIMAR).

Academia Iberoamericana de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social (AIDTSS).

NOTA HISTÓRICA:

El Seminario de Postgrado Internacional y Comparado de Derecho del Trabajo se ha venido realizando en la Isla de Margarita, Venezuela, por iniciativa de la Sociedad Internacional de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social que propuso a Universitas Fundación, la realización de un ciclo de estudios avanzados dedicados a jóvenes especialistas en estas disciplinas. Su primera edición se celebró en el año 2011. A finales del año 2012, en el Congreso Mundial de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social celebrado en Santiago de Chile, la Sociedad Internacional de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social dispuso considerarlo como una de sus actividades formativas para la América Latina al modo de los seminarios que la Sociedad auspiciara desde hace décadas en Europa, sucesivamente en Szeged luego Bordeaux, actualmente en Lyon-Saint Etienne y Venecia.

Se han celebrado a la fecha cinco (5) programas de este Seminario Internacional cumpliéndose este año con su sexta edición, donde se ha abordado las variadas modalidades en que se manifiesta el Derecho del Trabajo y sus ramas afines.

OBJETIVO GENERAL:

El objetivo general del programa consiste que los participantes profundicen sobre el conocimiento teórico y práctico en relación con el contenido y funcionamiento de las últimas tendencias en el Derecho del Trabajo, atendiendo sus ramas afines, sus principios articuladores, los actores sociales y las instituciones que del ordenamiento jurídico emanan. Se persigue perfeccionar el conocimiento de los participantes sobre el Derecho del Trabajo, mediante el estudio de la legislación laboral, la jurisprudencia, la

doctrina y la práctica forense a nivel comparado internacional.

OBJETIVO ESPECÍFICO:

El tema de la VI edición de este Seminario versará sobre **los derechos fundamentales laborales** y las variadas modalidades en que se manifiestan.

Este seminario contará con la directriz de distintos profesores especialistas en la materia de diversas nacionalidades como lo son: Arturo BRONSTEIN (Argentina) Giuseppe CASALE (OIT), Héctor JAIME MARTÍNEZ (Venezuela), Humberto VILLASMIL (OIT), Jorge ROSENBAUM (Uruguay), José Luis UGARTE (Chile), Napoleón GOIZUETA (Venezuela) y Oscar HERNÁNDEZ ALVAREZ (Venezuela). Su contenido ha sido diseñado con la premisa de atender todas y cada una de las necesidades de formación en esta actualización específica.

JUSTIFICACIÓN:

Este Seminario de postgrado internacional y comparado, tiene como propósito actualizar integralmente a los profesionales con grado universitario vinculados a las relaciones laborales brindándole los elementos necesarios para un adecuado desempeño en el ejercicio de sus actividades profesionales, ya sea en la administración de justicia, en el manejo de las relaciones industriales o recursos humanos empresariales, sindicales, funcionariales, en actividades independientes en el ámbito de asesoría, investigación o en el litigio. Igualmente el Seminario permite una interacción de los alumnos con los profesores, por tratarse de un pequeño grupo de participantes donde se podrán exponer casos de la vida cotidiana para obtener respuestas a sus inquietudes.

DURACIÓN:

El Seminario de Postgrado Internacional de Derecho Comparado del Trabajo tendrá una duración de ochenta (80) horas académicas, para un total de ocho días de trabajo más un día de descanso.

LUGAR Y FECHAS:

Lugar: Isla de Margarita, Estado Nueva Esparta, Venezuela. **Clases:** Avaladas por la Universidad de Margarita (UNIMAR)

Hospedaje y alimentación: Hotel Lagunamar, Pampatar, Isla de Margarita (5 estrellas). **Fechas:** Del 16 al 25 de mayo 2016.

METODOLOGÍA ACADÉMICA:

Los aspirantes a participar en el seminario deberán leer previamente sobre los temas que serán tratados en el seminario y deberán elaborar un informe escrito nacional, para compartir su experiencia con los participantes de otros países, en el cual, expondrán sus ideas, haciendo referencia específica a la realidad nacional de su país en la materia, siguiendo un esquema o matriz que será proporcionado por los organizadores. El informe deberá contar entre quince y veinte páginas escritas en letra Arial punto 12 a espacio 1,15. El mismo deberá ser enviado por correo electrónico a la Fundación al menos con una semana de anticipación al seminario. Los informes serán expuestos oralmente durante la realización del seminario, de acuerdo con la organización y metodología que se informará el día de la instalación del seminario.

El primer día de clases se dictará una clase introductoria del Derecho Comparado del Trabajo para interiorizar la modalidad de trabajo que será aplicada durante todo el seminario. Ese mismo día se formarán grupos de participantes procurando mezclar dentro de cada grupo a alumnos de diferentes nacionalidades. Cada uno de los temas será expuesto por el profesor respectivo escogido para tal fin durante una hora. A continuación se realizará un panel, en el cual, los otros profesores presentes expondrán sus comentarios ante la conferencia. Luego habrá un receso para el café. Después del receso se abre un debate con participación de los asistentes al seminario y los profesores. Los grupos formados con los asistentes al seminario recibirán del conferencista de cada día varios puntos a discutir relativos al tema de la conferencia, un punto para cada grupo, el grupo se reunirá durante tres horas en la tarde luego del almuerzo para discutir y resolver la pregunta asignada, y deberán redactar un informe breve de máximo 3 páginas. Posteriormente, todos los grupos se reunirán con el profesor para presentar y discutir sus conclusiones.

COORDINADORES ACADÉMICOS:

Oscar HERNÁNDEZ ÁLVAREZ. Profesor de Derecho del Trabajo de la Universidad Centro Occidental Lisandro Alvarado. Presidente de la Academia Iberoamericana de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social. (Venezuela).

Iván MIRABAL RENDÓN Profesor de Derecho del Trabajo de la Universidad Fermín Toro. Director de Universitas Fundación (Venezuela).

COMITÉ CONSULTIVO INTERNACIONAL:

Carlos AYALA MONTERO (Academia Panameña de DT) / Juan Manuel CHARRÍA SEGURA (Colegio de Abogados del Trabajo de Colombia) / Flor ESPINOZA HUACÓN (Sociedad Ecuatoriana de DTySS) / Cesar Landelino FRANCO LÓPEZ (Asociación Guatemalteca de DTySS Mario López Larrave) / Graciela GONZÁLEZ (Asociación Argentina de DT ySS)/ Patricia KURCZYN VILLALOBOS (Asociación Mexicana de DTySS) / Héctor A. JAIME MARTÍNEZ (Asociación Venezolana de Profesores de DT) / Rafael PEREIRA LAGOS (Sociedad Chilena de DTySS)/ Jorge ROSENBAUM RÍMOLO (Asociación Uruguaya de DTySS).

INVERSION:

Incluye: Inscripción + Hospedaje + Alimentación + uso de la playa y demás instalaciones del hotel.

- a) **Valor de inversión U\$ 1.400,°°.** Incluye: participación en el seminario, alojamiento en el Hotel Lagunamar (5 estrellas) durante todo el tiempo del seminario con entrada el 15/05/2016 y salida el 26/05/2016, incluye todas las comidas (desayuno, almuerzo y cena), bebidas nacionales, material de apoyo, paseo por la Isla y certificado avalado por la Universidad de Margarita, la Sociedad Internacional de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social, la Academia Iberoamericana de Derecho del Trabajo y de la Seguridad y Universitas Fundación. Asimismo los participantes del seminario que deseen asistir al 9° Congreso Internacional del Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social que se realizarán Caracas el fin de semana previo al seminario (los días 13 y 14 de Mayo 2016), en el Aula Magna de la Universidad Católica Andrés Bello, estarán exonerados del pago de la matrícula, debiendo correr únicamente con los gastos de hotel alimentación y transporte. Quienes, además de participar en el Seminario lo hagan también en el Congreso se les otorgará un certificado que indique el total de las horas académicas cumplidas en cada uno de los eventos.

Reserva de cupo: Para garantizar el cupo debe enviarnos su síntesis curricular con la manifestación de su interés de participar en el seminario. Una vez verificada la disponibilidad de cupo se debe transferir la cantidad de U\$ 400,°° antes del 31 de marzo de 2016 para hacer un anticipo al pago de su alojamiento en el Hotel sede, lo cual es exigido por éste.

INSCRIPCIONES:

Para poder realizar su inscripción debe escribir al correo secretaria.universitas@gmail.com manifestando su interés de participar en el Seminario. Debe acompañar en el correo su resumen curricular. Para mayor información escribir al correo mencionado.

POSIBILIDAD DE BECAS

Se otorgarán becas parciales internacionales por la Sociedad Internacional de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social y Universitas Fundación. Los beneficiarios de las becas tendrán asegurado su cupo en el seminario. Igual que los demás participantes deben transferir la cantidad de U\$ 400,°° antes del 31 de marzo de 2016 para hacer un anticipo al pago de su alojamiento en el Hotel sede.

1. La Sociedad Internacional de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social otorgará algunas becas de un mil dólares norteamericanos (U\$D 1.000,°°) cada una. Los beneficiarios de las becas deberán pagar el resto del monto de inversión, es decir, los otros U\$ 400,°°. La modalidad de la beca será conforme a los lineamientos de la SIDTSS, a saber, son los siguientes:

- A) Sólo son elegibles los candidatos y candidatas de países distintos del país sede;
- B) Los candidatos deben ser profesionales.
- C) Edad máxima de cuarenta (40) años, se dará preferencia a quienes tengan menos de 35 años;
- D) Quienes ya se han beneficiado de una beca de la SIDTSS no son elegibles.
- E) Los becarios deberán presentar a la Sociedad Internacional de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social, dentro de los 30 días de concluido el Seminario, un informe sobre sus actividades y contenidos.
- F) Ambos sexos son igualmente bienvenidos; se alienta la presentación de candidaturas por parte de candidatas de sexo femenino.
- G) Las solicitudes deben ser presentadas dentro del plazo fijado por la Asociación Nacional de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social integrante de la SIDTSS del país de la nacionalidad del postulante y por ante la misma, adjuntándose a las mismas el curriculum vitae del postulante y demás elementos y requisitos que la asociación nacional considerare pertinente exigir. Para averiguar los datos de la asociación nacional de su país integrante de la SIDTSS los aspirantes pueden consultar la página web de ésta (www.islssl.org). Debe enviarse copia de la solicitud a Universitas Fundación a la siguiente dirección electrónica: secretaria.universitas@gmail.com
- H) Con el fin de asegurar la más amplia distribución internacional de sus becas, la SIDTSS acuerda una sola beca por cada país, de modo que si la asociación nacional recibiere más de una candidatura deberá hacer ella misma la selección conforme al procedimiento, basado en consideraciones de mérito y trayectoria, que cada asociación nacional establezca; pudiendo declarar desierta la selección en el caso de que considerare que ninguno de los postulantes reúne las calidades necesarias para ser beneficiario de la beca. La asociación nacional además, seleccionará y presentará una candidatura suplente para ocupar el lugar del titular de su propio país en la hipótesis de que éste desistiera de participar en el seminario. Las asociaciones nacionales deberán comunicar a la SIDTSS en la persona de su presidente y antes del día 31 de Enero de 2016 los nombres y síntesis curricular de los candidatos (titular y suplente) que hubiere elegido. En el caso de que el número de candidatos propuestos por las asociaciones nacionales fuere superior al número total de becas disponibles, la SIDTSS procederá a seleccionar entre estos a los beneficiarios, tarea que llevará a cabo por medio de un “subcomité de becas” escogido entre los integrantes del Comité Consultivo Internacional. Las candidaturas suplentes, sólo será consideradas en el supuesto de que el número de candidatos propuestos por la asociaciones nacionales no hubiere sido superior al número total de becas disponibles; si lo hubiere sido, las vacantes serán previamente ofrecidas a los candidatos que hubieren sido desestimados en primera instancia por el Subcomité de becas intervinientes.

2. Universitas Fundación otorgará hasta un máximo de tres becas de U\$ 500 dólares (atendiendo a los mismos criterios de requisitos establecidos por la SIDTSS). Los beneficiarios de las becas deberán abonar el saldo restante, cuyo monto asciende a novecientos dólares (USD 900) que deberán ser pagados previamente por el beneficiario

de la beca a través de transferencia bancaria. Los aspirantes a la beca parcial deben ser profesionales en el área relacionada con el tema del seminario. Se dará preferencia a quienes ejercen la docencia o la judicatura en el área o hayan cursado o estén cursando o hayan cursados estudios de post grado en el área. Los becarios deberán presentar a la Fundación, dentro de los 30 días de concluido el Seminario, un informe sobre sus actividades y contenidos. Las solicitudes de beca deben ser presentadas a Universitas Fundación antes del 28 de Febrero del 2016 al siguiente correo electrónico: secretaria.universitas@gmail.com. La solicitud debe ser acompañada con un resumen curricular del aspirante, una carta de recomendación de un profesor de Derecho del Trabajo en su país de origen. Si se tratase de profesor universitario o Juez, será suficiente la certificación que lo acredite como tal.

Por otra parte, se reservarán tres (3) cupos para ex-alumnos de las ediciones anteriores del seminario y éstos contarán con una beca parcial de igualmente U\$ 500,00, debiendo pagar sólo la cantidad de U\$ 900,00 cuyo monto incluirá a modo de subvención, la matrícula de inscripción, el hospedaje y la alimentación durante todos los días de la celebración del seminario.

PROGRAMA

DERECHOS FUNDAMENTALES LABORALES

Lunes 16 de mayo de 2016.

8H.00 - 9H.00. Registro de Participantes y Entrega de Material. 9H.00 Instalación

9H.30 **INTRODUCCIÓN AL DERECHO COMPARADO DEL TRABAJO.**

10H.30 - 11H.00. Receso.

11H.00 - 12H.30. Taller: **Aspectos prácticos y Metodológicos. Oscar HERNANDEZ ÁLVAREZ** (Venezuela. Presidente AIDTSS) 12H.30. Receso para almuerzo.

15H.00 - 16H.00 **DEFINICIÓN DE DERECHOS FUNDAMENTALES.**

Héctor JAIME MARTÍNEZ (Venezuela. Universidad Católica del Táchira) 16H.00 -

17H00 Panel de profesores

17H.00 -17H30 Receso

17:30 -18H.30.Debate.

Martes 17 de mayo de 2016.

9H.00. **Tema: DECLARACIÓN DE LA OIT SOBRE PRINCIPIOS Y DERECHOS FUNDAMENTALES EN EL TRABAJO.**

Giuseppe CASALE (Italia. OIT. Secretario General de la SIDTSS)

10H.00. Panel de profesores.

11H.00. Receso.

11H.30/12H.30. Debate. 13H00. Almuerzo.

15H.00-18H.00. Grupos de trabajo.

18H.00 -19H00 informe.

Miércoles 18 de mayo de 2016.

9H.00. **Tema: DERECHOS FUNDAMENTALES DE LOS TRABAJADORES A SU INTIMIDAD, DIGNIDAD Y PROPIA IMAGEN.**

Arturo BRONSTEIN (Argentina. Ex funcionario OIT y Ex Secretario General de la SIDTSS) 10H.00. Panel de profesores.

11H.00. Receso.

11H.30 -12H.30. Debate.
13H.00. Almuerzo.
15H.00-18H.00. Grupos de trabajo
18H.00 -19H00 informe.

Jueves 19 de mayo de 2016.

09H.00. **DERECHO FUNDAMENTAL DE LOS TRABAJADORES A LA LIBERTAD DE CORRESPONDENCIA, EXPRESIÓN Y RELIGIÓN.**

Humberto VILLASMIL PRIETO (OIT. Suiza) 10H.00. Panel de profesores.

11H.00. Receso.
11H.30 -12H.30. Debate.
13H.00. Almuerzo.
15H.00-18H.00. Grupos de trabajo.
18H.00 -19H00 informe.

Viernes 20 de mayo de 2016.

9H.00. **TUTELA DE DERECHOS FUNDAMENTALES DEL TRABAJADOR.**

José Luis UGARTE CATALDO (Chile. Profesor Diego Portales)

10H.00. Panel de profesores.
11H.00. Receso.
11H.30 -12H.30. Debate.
13H.00. Almuerzo.
15H.00-18H.00. Grupos de trabajo.
18H.00 -19H00 informe.

Sábado y Domingo 21 y 22 de mayo de 2016. Libres.

Lunes 23 de mayo de 2016.

9H.00. **DERECHO FUNDAMENTAL DE LOS TRABAJADORES AL EJERCICIO DE LA AUTONOMÍA COLECTIVA.**

Napoleón GOIZUETA (Venezuela. Universidad de Carabobo)

10H.00. Panel de profesores.
11H.00. Receso.
11H.30 - 12H.30. Debate.
13H.00. Almuerzo.
15H.00-18H.00. Grupos de trabajo.
18H.00 -19 H00 informe.

Martes 24 de mayo de 2016.

Tema: CONFRONTACIÓN DE DERECHOS FUNDAMENTALES. MECANISMOS DE SOLUCIÓN.

Jorge ROSENBAUM RÍMOLO (Uruguay. Universidad de la República. Secretario General de la AIDTSS)

10H.00. Panel de profesores.
11H.00. Receso.
11H.30 - 12H.30. Debate.
13H.00. Almuerzo.
15H.00-18H.00. Grupos de trabajo.
18H.00 -19 H00 informe.
19H:30 a 20:30 Clausura y entrega de certificados.

Miércoles 25 de mayo de 2016.

9H.00 a 11H.00: **PRESENTACIÓN Y EXPOSICIÓN DE INFORMES MONOGRÁFICOS NACIONALES.**

15H.00-18H.00 **ACTIVIDAD A CARGO DE LA SECCIÓN LATINOAMERICANA DE JÓVENES JURISTAS DE LA SOCIEDAD INTERNACIONAL DE DERECHO DEL TRABAJO Y DE LA SEGURIDAD SOCIAL.**

18H:00 Clausura

21H:00 Cena de clausura.

Modalidad de Pago:

Transferencia:

Bank of America, Cta. N°: 3340 4379 7695, Titular: Iván Alí Mirabal Rendón. Forma: wire el Routing o ABA es 026009593, SWIFT: bofaus3n. Si la transferencia se hace como ACH el routing number es 063100277. Dirección del Banco: 3210 Holcomb Bridge Road Norcross, GA 30092. USA.

Cuenta en España. Banco Santander: Número de Cuenta: 0049 2604 4720 9507 5482 a nombre de Iván Mirabal Rendón. SWIFT: BSCHEMMXXX. CODIGO IBAN: ES57 0049 2604 4720 9507 5482. Dirección: Toledo, España, Comercio 47-45001. Si decide transferir a esta cuenta el monto debe ser igual a 1.400 dólares convertidos a euros.

Banco: Chase. Número de Cuenta 000000752733444 Routing number: 071000013. Dirección Banco P.O.BOX 260180 BATON ROUG LA 70826 .0801. Depósitos a nombre de Óscar Hernández Álvarez.

INFORMACIÓN:

Comunicarse con Universitas Fundación por los Teléfonos: (0058) (251) 2320492 / 2320749 / 414-7855710 o a la siguiente dirección electrónica:

secretaria.universitas@gmail.com
www.universitasfundacion.com

ANNEXE II

**Meeting of the
European Labour Law Young Scholars**

**Foreign workers in the European
and national labour markets**

Santiago de Compostela, Faculty of Law
9-10 June 2016

**Promoted by
Universidade de Santiago de Compostela
and
AEDTSS – Asociación Española de Derecho del Trabajo y de la
Seguridad Social**

**Under the auspices of
ISLSSL - International Society for Labour and Social Security Law**

Organization Committee

Stefano Bellomo, ISLSSL, Università degli Studi di Perugia; Jesús Cruz Villalón, AEDTSS, Universidad de Sevilla; Yolanda Maneiro Vázquez and José María Miranda Boto, Universidade de Santiago de Compostela; Nicola Gundt, Universiteit Maastricht; Maciej Łaga, Uniwersytet Gdański.

Attendance Rules

Participation will be possible in this Meeting under two roles: discussant and attendant.

Each National Association affiliated to the International Society of Labour and Social Security Law can propose one or two discussants; the nomination will be communicated to both stefanobellomo@mmba.it and josemaria.miranda@usc.es before the 1st March 2016. The final selection of discussants will be made by the ISLSSL, as well as the proposals for the introductory remarks. The choice of the subjects by the discussants will be made through the YS website (<http://www.euryoungscholars.unimi.it/>) under the supervision of the ISLSSL, during the month of March. The proceedings of the Meeting will be published.

As attendants, each National Association can appoint a wider number of representatives according to its own rules – no grant will be given to them by the ISLSSL. Furthermore, the attendance to the academic session and to the debate is open to each Young Scholar who is interested in studying the issues that will be examined and debated in the Seminar, up to a total limit of 30 people. Attendants are invited to engage in the debate following the exposition by the discussants. Of course, attendants from extra-European countries are welcomed to participate in the meeting.

Anyway, the organizers wish that the Seminar could represent an occasion for the National associations to establish and promote the activity of the respective national Young Scholars' Sections.

The working language will be English and the dress code is casual.

Registration fees

175 Euros. The fees include academic materials, accommodation in individual room for two nights in a University Residence, one lunch, two dinners and social events. Extra nights can be booked at the time of the registration (35 Euros per night, including breakfast)

The ISLSSL will give a grant of 50 Euros to each of the selected discussants, with a top expenditure of 1000 Euros.

Payment

Please, make a bank transfer to:

Banco Santander Central Hispano (BSCH)

SWIFT code: BSCHEM

IBAN code: ES40 0049 2584 90 2214002210

(Bank Code: 0049, Counter Code: 2584, Account Number: 2214002210, Key: 90)

Bank Account Holder: Universidade de Santiago de Compostela-Congresos.

Address of the bank: Rúa Calderería 56/58, 15703, Santiago de Compostela, Spain.

Address of the bank account holder: Casa da Balconada, 15782, Santiago de Compostela, Spain.

In order to guarantee the university accommodation, the total amount of the registration and accommodation fees has to be paid before April 30, 2016. Please mention YSM-USC and the full name of the participant in the bank order. Payments must be made in Euros. Possible transfer fees are on the participant's charge.

Contact

José María Miranda Boto

josemaria.miranda@usc.es

Facultad de Derecho, s/n

15782 Santiago de Compostela

España

(34) 881814719

Timetable

Thursday, 9th June

16:00 Welcome speech

16:10 First track of presentations and debate

- Introductory remarks: New developments of free movement of workers
- Panel and debate on different worldwide approaches, recent case-law and national practices

19:30 End of sessions

21:00 Dinner

Friday, 10th June

10:00 Second track of presentations and debate

- Introductory remarks: The EU migration policy
- Panel and debate on national measures

14:00 End of sessions – Lunch

16:00 Third track of presentations and debate

- Introductory remarks: Social Security inside the internal market
- Panel and debate on recent case-law and national practices

18:00 Assembly of the ELLYS

19:30 End of sessions

21:00 Pulpada (typical Galician dinner with octopus)

1ST IBERIAN MEETING

**“Collective Bargaining: new and old
challenges in Portugal and Spain”**

Promoted by:

APODIT – Associação Portuguesa de Direito do Trabalho

AJJ – Associação de Jovens Juslabouralistas

AEDTSS – Asociación Española de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social

Under the auspices of

ISLSSL – International Society for Labour and Social Security Law

and

ILO – Lisbon Office

The Philosophy

Further to the Institutional formalization of the Young Legal Scholars Section in Cape Town, South Africa, in September 2015, the National Associations of Portugal and Spain decided to promote the I Iberian Meeting of the European Young Scholars' Section of the International Society for Labour and Social Security Law, with representatives from different Schools of Law from Portugal and Spain.

In September 2015, the President of the International Society for Labour and Social Security Law, Professor Tiziano Treu, proposed to the Executive Committee the creation of seven international groups dedicated to the development of the main labour questions.

The I Iberian Meeting will address the important subject of “Collective Bargaining: new and old challenges in Portugal and Spain” which falls under the scope of two different groups for research: “Organization, productivity and well-being at work” (IV) and “The Role of the State and the industrial relations” (VII).

Methodology

The Meeting will count with the participation of two keynote speakers on the 1st and on the 2nd day. On the 1st day, the Meeting will start with a presentation by Eng. João Proença, Chairman of the Centro das Relações Labourais and former General Secretary of one of the major Portuguese Trade Union Federation that will present his perspective of Collective Bargaining in Portugal, considering his long experience in social dialogue and collective bargaining. On the 2nd day a keynote speech will be presented by Mr. Youcef Ghellab, PhD and Head of the Social Dialogue and Tripartism Unit of the ILO Governance and Tripartism Department, and will tackle the issue of Social Dialogue and Collective Bargaining from an International and European Perspective.

The Meeting will be developed in six Panels, where specific issues under the general subject of collective bargaining will be addressed, all of them being intended to give a comparative perspective on the subject, based on individual presentations from representatives from Portugal and Spain followed by the discussion with the participants and public.

In those Panels speakers will be invited to analyse the role of collective agreements in their relation to law and to the employment contract, the legitimacy and representativeness of the Social Partners and their responsibilities in promoting the development of work conditions, the role of the State on defining the structure of the national collective bargaining system and the coverage of the collective labour agreements, the effects and after effects of existing collective agreements. Besides, the Meeting will also promote the debate on two

other relevant topics: the collective bargaining in the public service and the content of collective agreements.

The Iberian Meeting will end with a keynote speech from a Senior Scholar from another European Country who will present the main conclusions of the six panels, which could support further discussions, on a national or international level, and give proposals on future national reforms.

This Conference will be open to the public and the speakers will be invited to deliver their papers that will be published on line in the site of APODIT and, eventually, in an edited version.

The organizing entities also intend to seek for the active collaboration and participation in this event of other entities aside Law Schools, mainly social partners and public authorities in the area of collective bargaining.

Provisional Program

28 April 2016

14:00	Registration and reception of the participants
14:30	Opening session (representatives of the promoters and partners)
15:00	Keynote Speech – Collective Bargaining and Social Dialogue: the Portuguese experience and challenges of the future João Proença (Chair of the Centre for Industrial Relations and former General Secretary of UGT - General Union of Workers)
15:30	Panel 1 – The collective labour agreement, the law and the employment contract Chair: José Maria Miranda Boto , Professor PhD (Chair of the European Young Scholars' Section of the ISLSSL) Lucía Dans Sotomayor , Professor PhD (University of La Laguna) Joana Vasconcelos , Professor PhD (Law School of the Catholic University of Portugal, Lisbon School)
16:30	Discussion
16:45	Coffee break

17:00	Panel 2 – Legitimacy and representativeness in collective bargaining
	Chair: Jesús Cruz Villallón , Professor PhD (Seville University and chair of the AEDTSS) Esther Carrizosa Prieto , Professor PhD (University of Pablo de Olavide) João Reis , Professor PhD (Faculdade de Direito de Coimbra)
18:00	Discussion
18:15	End of sessions

29 April 2016

9:00	Reception of the participants
9:30	Keynote Speech – Social dialogue and collective bargaining: International and European overview Youcef Ghellab , Head of the Social Dialogue and Tripartism Unit of the ILO Governance and Tripartism Department
10:00	Panel 3 – Levels of collective bargaining and “erga omnes” coverage of the collective agreements: traditional approach and new trends
	Chair: Stefano Bellomo , Professor PhD (University of Perugia) Mariola Serrano Argüeso , Professor PhD (University of Deusto) Isabel Vieira Borges , Professor PhD (Law School of the University of Lisbon)
11:00	Discussion
11:15	Coffee break
11:30	Panel 4 – Validity and after effect of the collective agreement
	Chair: Bernardo Lobo Xavier , Professor PhD (Law School of the Catholic University of Portugal, Lisbon School) (to be confirmed) Albert Pastor Martínez , Professor PhD (Autonomous University of Barcelona) David Carvalho Martins , Master in Law (Law School of the University of Lisbon)
12:30	Discussion
12:45	End of sessions – Lunch

14:30	Panel 5 – The collective bargaining in the public service
--------------	--

	<p>Chair: José João Abrantes, Professor PhD (Law School of the New University of Lisbon)</p> <p>Yolanda Maneiro Vázquez, Professor PhD (University of Santiago de Compostela)</p> <p>Pedro Madeira de Brito, Professor PhD (Law School of the University of Lisbon)</p>
15:30	Discussion
15:45	Coffee break
16:00	Panel 6 – The content of collective agreements in a flexible and precarious labour market
	<p>Chair: Maria do Rosário Palma Ramalho, Professor PhD (Law School of the University of Lisbon, chair of APODIT)</p> <p>Djamil Tony Kahale Carrillo, Professor PhD (University for Distance Learning of Madrid)</p> <p>Teresa Coelho Moreira, Professor PhD (Law School of the University of Minho)</p>
17:00	Discussion
17:15	<p>Keynote Speech – conclusions of the conference</p> <p>Stefano Bellomo, Professor PhD (University of Perugia)</p>
17:45	End of sessions

ANNEXE IV



Università
Ca' Foscari
Venezia

Dipartimento di Economia
Master Lavoro
Centro Studi Giuridici



International Society for Labour and Social Security Law
Société internationale de droit du travail et de la sécurité sociale
Sociedad Internacional de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social

3rd International Seminar on International and Comparative Labour Law ***Sustainable Development, Global Trade and Social Rights***

26 June 2016 – 2 July 2016
Venice Ca' Foscari University

Presentation of the Seminar

Sustainable Development is an interdisciplinary concept, which regards the environment, the economy and the social sphere. While relations between sustainability and environmental law have long been investigated, the "social pillar" of sustainability has yet to be adequately studied and developed by scholars of labor law. Sustainability concerns in fact, primarily, the "human and social capital" of any economic organization and its preservation over time. The social pillar needs then to be considered, analysed and studied, as it is more and more important in the Global Trade context, where Social Rights need to be supported and promoted, at national and international level, by all the stakeholders (employers, states, employees, consumers, trade unions, citizens, institutions, Ngos, communities and organizations).

This updated issue has been recently re-launched for example on the debate due to the recent USA trade agreement: the TTIP, *Transatlantic Trade and Investment Partnership* (with the EU) from the one side and the TPP, *Trans-Pacific*

Partnership (with Brunei, Chile, New Zealand, Singapore, Australia, Canada, Japan, Malaysia, Mexico, Peru, United States and Vietnam) from the other side. In which way these agreements combine the promotion of economic reasons and social issues? Are they following the example of the other international trade agreement (ASEAN, MERCOSUR, NAFTA, etc...) or could be they considered as “a new era agreements”?

Scholars, both economists and jurists, needs to underlines this new interest in the link between international trade and social rights, which emerges not only in trade agreements context but also thanks to the new generation social clause (as for example in the new EU GSP), the Horizontal Social Clause of Article 9 TFEU, the new relationship between investments and sustainable development, the social rights respects as a component of an economic and social growth model in line with the ILO Agenda of Decent Work, the ISDS (Investor-State Dispute Settlement) Clause, etc. These are all examples of the promotion of the so called social Sustainability.

The interdisciplinary process of analysis that we propose to deepen during the Seminar, also thanks to the call for papers of the Young Scholars’ Section ISLSSL, looks at Sustainability as a new scientific paradigm of Labor Law, providing a new legitimacy to social rights today increasingly questioned by the prevalence of a purely economic rationality, in this context of trade liberalization moved by globalisation. The ISLSSL Venice Seminar is aimed at analysing the most updated aspects of this linkage between social rights and international trade with an intensive and highly interactive week program that includes lectures, briefing by experts, working groups and case analyses on those topics. The seminar is aimed at PhD students, research fellows, academics and experts in the area of Labour Law, Sustainability, Economics, Trade and International Law.

Program

June 26th, Sunday

Participants arrival and welcome drink. Establishment of working groups.

June 27th, Monday

Morning

Welcoming regards

Prof. M. Bugliesi – Venice Ca’ Foscari University Magnificent Rector

Prof. M. Billio – Venice Ca’ Foscari University, Economics Department Chair

Dott. L. Brugnaro – Mayor of Venice

Prof. T. Treu – ISLSSL President

Prof. M. Ricci – AIDLASS (Italian Society for Labour Law and Social Security Law) President

Prof. G. Casale – ISLSSL Secretary General, International Training Centre of the ILO Director and Venice Ca' Foscari University Visiting Professor

Introduction to the Seminar

Prof. A. Perulli – Venice Ca' Foscari University

Sustainable Development and International Trade

Prof. C. Carraro – Venice Ca' Foscari University

- ***Sustainable Development and International Trade***

Prof. S. Giupponi – Venice Ca' Foscari University

- ***Sustainable Development, Economic Theory and Social Rights: why we need a linkage***

Prof. A. Lyon-Caen – Université Paris Ouest Nanterre La Défense, École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS)

- ***The Social Clause: issues, concepts, origins and concerns. Theoretical assumptions***

Prof. T. Treu – ISLSSL President

- ***Weak and strong examples of Social Clause as a concrete example of linkage between the economic and the social dimension of trade***

Lunch

Afternoon

Working groups and discussion

June 28th, Tuesday

Morning

International Trade Agreements: the linkage between trade and social rights.

Prof. A. Goldin – University of Buenos Aires

- ***The MERCOSUR (Southern Common Market): Argentina, Brazil, Paraguay, Uruguay and Venezuela***

Prof. J. Bellace – University of Pennsylvania

- ***Bilateral Free Trade Agreements (FTAs), the NAFTA (North American Free Trade Agreement) and the TPP (Trans-Pacific Partnership)***

Prof. T. Araki – University of Tokyo

- ***The ASEAN (Association of Southeast Asian Nations) Agreement***

Prof. M. Faioli – University Tor Vergata of Rome

- ***The TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) Agreement***

Lunch

Afternoon

Working groups and discussion

June 29th, Wednesday

Morning

The European Union internal and external action in the international trade relationships context.

Prof. A. Perulli – Venice Ca' Foscari University

- ***Fundamental Social Rights in the Era of Globalization: the EU's strategy to promote respect for social rights in its external actions***

Prof. J. Kenner – University of Nottingham

- ***The EU vision of Sustainable Development and the Cotonou Agreement***

Prof. S. Giubboni – University of Perugia

- ***The Social Clause with reference to the internal dimension of the European Union market***

Prof. M. Weiss – University of Frankfurt

- ***The EU Generalised Scheme of Preferences and the Special Incentive Arrangement for Sustainable Development and Good Governance ("GSP+")***

Lunch

Afternoon

Working groups and discussion

June 30th, Thursday

Morning

Investments, IMF, ISDS (Investor-State Dispute Settlement) Clauses and the Arbitral Procedures to resolve a conflict

Prof. S. Leader – University of Essex

- ***Social rights promotions and new strategies for global investments: the role of the World Bank and of the International Monetary Fund***

Prof. F. Valdes Dal Re – Complutense University of Madrid, Judge of the Constitutional Court of Spain

- ***The so called “internationally recognised” social rights: problems of identification and compliance***

Prof. G. Casale – ISLSSL Secretary General, International Training Centre of the ILO Director and Venice Ca’ Foscari University Visiting Professor

- ***An overview on the ILO tools in the Organisation social rights promotion’s activity***

Prof. F. Marrella – Venice Ca’ Foscari University

- ***The ISDS (Investor-State Dispute Settlement) Clause: examples, content, application problems and consumers’ worries***

Lunch

Afternoon

Working groups and discussion

July 1st, Friday

Morning

Young Scholars’ Section ISLSSL Papers presentation

Prof. S. Bellomo – University of Perugia

Lunch

Afternoon

Working groups and discussion

July 2nd, Saturday

Morning

Final reports presentation and discussion

Prof. A. Perulli – Venice Ca' Foscari University

Prof. V. Brino – Venice Ca' Foscari University

Prof. G. Zilio-Grandi – Venice Ca' Foscari University

Seminar conclusion by 1 am.

Notes

Lectures and working groups will be in English.

Registration period: February 1 – May 30, 2016.

Scientific Direction and Coordination: Prof. A. Perulli.

International Scientific Committee: A. Goldin, T. Treu, G. Casale, A. Lyon-Caen, F. Valdes Dal-Re, L. Compa, S. Sciarra, M. Weiss, J-M. Servais, A. Brugiavini.

For any information, please write an email to dirittodellavoro@unive.it



10th Labor and Social Security Law American Regional Congress, 2016 “Call”

1. Call

The International Society for Labor and Social Security Law and its partner in Panama, the Labor Law Academy of Panama (APADETRA, for its name in Spanish), are pleased to convene the 10th Labor and Social Security Law American Regional Congress (“10th LSSLARC 2016”) which will take place in Panama City in the RIU hotel from the 26th to 30th September 2016.

2. Congress Topics

The 10th LSSLARC 2016 will address three official topics and include three round tables, opening conference, event for young scholars, national event, special conference on seafarers work and presentation of posters, national reports and free papers. Please refer to the topics and round tables at the end of this call.

3. Accommodation

The event will take place in RIU HOTEL, a 5 stars premium hotel in Panama City and a second premium tourist hotel will be available to accommodate participants. Participants will be able to choose between standard deluxe and tourist standard tariffs (prices will be announced in the congress website).

Accommodation will be handled by the Congress Official Agency Pesantez Tours (contact details below in section 11 “**Tourism**”).

4. Transportation

The Organizing Committee will offer airport-hotel- airport to participants who wish to book said service. Additionally, the Organizing Committee will take required actions to provide ground transportation to foreign participants (included in registration fee).

5. Registration Fee

There will be different fees for each of the following four types of participants: foreigners, locals, local students and companions.

There will be three different dates for payment of registration fees. The first date is until January 31, 2016 and grants 20% discount on registration fees. Up to three months before the event (June 25, 2016), 10% discount will be granted.

Registration fee:

Foreigners: USD400.00

Panama Citizens: USD 300.00

Panama B.A. Students: USD 150.00

Companions: USD 150

Closing Dinner: USD 75.00

Payment of Registration Fee entitles to, in addition to attendance to Congress sessions, to the following:

- Opening cocktail
- Coffee breaks during the event
- Panama Canal Tours (foreigners only)
- Cultural event
- Congress work materials
- USB with official and non-official Congress papers.

Companions will be entitled to:

- Opening cocktail
- Panama Canal Tours (foreigners only)
- Cultural event
- City Tour **or** Shopping Tour

6. Presentation of national reports and free papers

Presentation of selected free papers will be allowed. The Organizing Committee, together with the Board of Directors of the International Society for Labor and Social Security Law (ISLSSL), will prepare the rules for drafting and presentations of free papers. Said contributions will be published in electronic format for distribution amongst participants.

The Organizing Committee will provide a template for submission of reports per country and Congress topic. The Organizing Committee, together with the Board of Directors of the ISLSSL, will prepare the rules for drafting and presentation of country reports.

7. Languages

The 10th LSSLARC will use two (2) languages: Spanish as official working language and English via simultaneous translation.

8. Organizing Committee

The Organizing Committee in charge of logistics and academic aspects of the event is led by:

- Vasco Torres De León, President of the Organizing Committee, vascotorres@cableonda.net
- Rolando Murgas Torrazza, Honorary President, rmurgas@cwpanama.net
- Carlos Ayala Montero, President of APADETRA, ayalaabogado@hotmail.com

9. Cultural and networking activities

The Organizing Committee, through the Official Agency of the 10th LSSLARC, will organize a series of cultural and touristic events as follows:

- City tour or Shopping tour for companions (included in companion registration fee).
- Cultural event (included in registration fee).
- Visit to the new Panama Canal (included in foreigner and companion registration fee).
- Opening Cocktail (included in registration fee).
- Closing Dinner, at an additional fee for those wishing to attend.

10. Information

The Organizing Committee has created the web page: www.xcrame2016.com with all the information required to participate in the event. You also can get information asking to: info@xcrame2016.com APADETRA will provide required information via administracion@apadetra.org.

11. Tourism

The Official Agency of the 10th LSSLARC Pesantez Tours will offer pre and post Congress options for those participants and companions wishing to enjoy further their stay in Panama. Pesantez Tours contact details: (507) 223-5374 / 366-9100, gerencia@pesantez-tours.com, www.pesantez-tours.com.

12. Flights

The Organizing Committee will negotiate with the Panama flag airline COPA discounted rates in air flights to Panama City. Information will be provided in the 10th LSSLARC webpage.

TOPICS OF THE 10th LSSLARC

The subjects that have been proposed to the Board of Directors of the International Society for Labor and Social Security Law (ISLSSL) are the following:

1. Opening Conference

The use of control technologies and their impact on work and workers

Who gathers personal information? Should they be held in custody? How and which technologies can be used to control the working environment and work activities? Limits to monitoring work activities through new technologies. Should privacy be waived in light of the employer's right to control and the inevitable advancement of new technologies?

2. Core subjects

2.1 Evolution and transformation of the sources of Labour Law

A. The impact of social clauses in Free Trade Agreements (FTAs) in the system of sources. B. New scenarios; "soft law" (codes of conduct, declarations of principles). C. Judicial interpretation as a means of evolution of the system of sources. D. Constitutional block theory. E. International labour laws and national legal systems. F. Effectiveness of pronouncements by control organs and protection of international law. G. Tendency towards Contract.

2.2 Syndicalism in face of the transformation of businesses and the presence of new social actors

A. Effects of the new forms of business organization over the development of syndicalism. B. The syndicate in face of the new means of representation in businesses. C. New forms of syndical participation in the control of the application of regulations in the business: syndical seal. D. The new social actors. E. The use of new technology as an element of transformation and strengthening of syndical action.

2.3 Social security: how to make it to 2050 with a healthy system, economically and socially

A. New forms of financing. B. Broadening of coverage. C. Profitability of pension systems. D. Protection in times of crisis. E. Financial stability. F. Solidarity vs. Profitability.

3. Round tables

3.1 The formalization of work-place informality

A. What is work-place informality? B. How informal work should be formalized. C. Role of the ILO. D. Role of governments, employers and syndicates. E. Sub-protection of informality.

3.2 The effectiveness of the labour process reform

A. Beyond orality: the keys to labour process reforms. B. Development of new resources for new matters. C. Shortcomings of oral systems. D. Obsolescence of process figures. E. Others.

3.3 Individual expressions of citizenship and their impact in the labor world

A. Conduct excesses in work festivities: consequences and who to hold responsible. B. Hygiene policies and attire: tattoos, lip sticks, hats or equivalents, non-occidental attire. C. Domestic violence and its impact in the work-place: victims or aggressors as workers... how to handle it? D. Appointing tasks based on gender-based stereotypes: legal or illegal; where to draw the line?

4. Special Maritime Labor Conference

An updated vision of seafarers' work: A. hiring and intermediation; B. practical application of the 2006 Convention; C. access to justice and applicable law; D. labour conditions and fundamental rights of seafarers.

Four specialists will approach the subject with the presentation of ILO or related international organizations. Later, short, simultaneous workshops will take place for discussion of the four sub-topics.

5. Poster Presentations



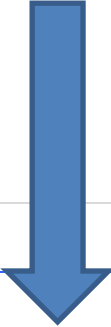
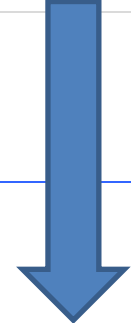
Participants will be allocated adequate space for the presentation of their posters. Parallel to the Special Labor Maritime Conference, the space for posters and their presentations will be open for the public. The Organizing Committee will arrange for poster discussions by topic and language, to enhance their discussion.

6. Young labor law scholars of America Discussion

A panel for discussion will be presented, in accordance with the subject proposed by the Young labor law scholars of America.

7. National event

A panel will be opened for one or two topics of national interest. Said panel will take place during the foreigners' visit to the new Panama Canal.

Hora	Lun	Mar	Mie	Jue	Vie	Sab
7 am	Arribo de congresistas					
8 am		Registro de congresistas Tema 1: “La evolución y transformación de las fuentes del Derecho del trabajo”	Registro de congresistas Tema 2: “El sindicalismo frente a la transformación de la empresa y la presencia de nuevos actores sociales”	Registro de congresistas Tema 3: “Seguridad social: cómo llegar al 2,050 con un sistema sano económica y socialmente”		Salida de congresistas 
9 am		Oradores oficiales: 1. Lance Compa. USA(P/C)	Oradores oficiales: 1. Nelson Manrich. Brasil	Orador oficial 1. Sergio Velasco. OIT. Lima (P/C)	Conferencia Laboral Marítima.	
10 am		2. Humberto Villasmil. Venezuela. Comentarista: Fernando Bolaños. Costa Rica	2. Anil Verma. Canada Comentarista: Juan Raso. Uruguay.	Comentaristas: 1. Martha Monsalve. Colombia. 2. Patricia Kurczyn. México (P/C)		
11 am		Discusión y Presentación de ponencias libres	Ponencias Libres. Comentarios Mesa Redonda 3: Las expresiones individuales de ciudadanía y su impacto en el mundo del trabajo	Ponencias Libres. Comentarios		

Hora	Lun	Mar	Mie	Jue	Vie	Sab
12 pm			Integrantes:	Ponencias Libres. Comentarios		
			1. USA 2. Chile 3. Brasil 4. Por determinar			
1 pm	Registro de congresistas					
2 pm	Evento de Jóvenes juristas	Mesa Redonda 1: La formalización de la informalidad laboral	Actividad nacional (Tema 1: “Legislación especial del sector público” Tema 2: Por determinar) 2. Visita al Nuevo Canal de Panamá (para extranjeros)	Presentación de posters Talleres temáticos (Por determinar)	Taller temático: “Solución de conflictos laborales”: 1. USA 2. Canadá	
3 pm		Integrantes: 1. Colombia. 2. Argentina 3. México. 4. Bolivia			-Taller temático: “Enseñanza del Derecho del trabajo” 1. Costa Rica 2. Chile	
4 pm		Mesa redonda 2: La eficacia de la reforma del proceso laboral		-Presentación de posters -Taller temático (Por determinar)	Cierre y clausura	

Hora	Lun	Mar	Mie	Jue	Vie	Sab
5 pm		Integrantes: 1. Perú. Adolfo Ciudad. 2. Por definir 3. Ecuador. Por definir 4. Rep. Dominicana. Carlos Hernández				
6 pm	Ceremonia de Inauguración: -Bienvenida. Presidente Apadetra -Presentación de Congreso, por Comité Organizador -Inauguración de Congreso, por Ministro de Trabajo de Panamá.		Tarde libre			
7 pm	Conferencia Inaugural: “El uso de las tecnologías de control y su aplicación en el trabajo y los trabajadores”, por: Tizziano Treu (Italia)					
8 pm	Coctel de Bienvenida	Noche cultural		Cena de Clausura		

Hora	Lun	Mar	Mie	Jue	Vie	Sab
9 pm						
	Fin de sesión					
10 pm						
11 pm						